

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 22 (1904)
Heft: 295

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2^{tes} Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden.

Prix einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.

Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich, ausgenommen Sonn- und Festtage.	Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement.	Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce.	Paraît 1 à 2 fois par jour, les dimanches et jours de fête exceptés.
Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc. Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).		Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc. Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 36 cts.).	

Inhalt — Sommaire

Handelsregister. — Registre du commerce. — Bilanzen von Versicherungsgesellschaften.
— Bilans de compagnies d'assurances. — Erschwerung der Prozessführung im Auslande
durch die ausländische Gerichtskosten-Gesetzgebung. — Drogen.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal. — I. Registro principale.

Zürich — Zurich — Zurigo

1904. 22. Juli. In der Firma J. Dürsteler & Co in Wetzikon (S. H. A. B. Nr. 303 vom 15. August 1902, pag. 1209) ist die Prokura des Alfred Jucker infolge dessen Hinschiedes erloschen; dagegen hat die Firma Kollektiv-Prokura erteilt an Rudolf Bosshard, von Zürich, und Heinrich Rüegg, von und in Wetzikon. Die Genannten zeichnen unter sich oder je einer derselben mit einem der bisherigen Prokuristen zu zweien kollektiv.

22. Juli. Die Firma H. Wanner-Streit in Richterswil (S. H. A. B. Nr. 48 vom 16. Februar 1899, pag. 189) ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

22. Juli. Die Firma Rud. Wettstein in Wintertbur (S. H. A. B. Nr. 180 vom 1. Juni 1899, pag. 727) ist infolge Aufgabe des Geschäftes und Wegzuges des Inhabers nach Davos erloschen.

22. Juli. Landw. Genossenschaft Ossingen in Ossingen (S. H. A. B. Nr. 78 vom 28. Februar 1903, pag. 309). Heinrich Sigg ist infolge Todes aus dem Vorstand ausgeschieden. An seine Stelle wurde als Präsident gewählt: Ulrich Kübler, bisher Vizepräsident, und als Vizepräsident, neu: Jakob Müller-Gut, von und in Ossingen. Präsident und Vizepräsident führen je kollektiv mit dem Aktuar rechtsverbindliche Unterschrift.

22. Juli. Die Firma H. E. Schneebeli in Bauma (S. H. A. B. Nr. 36 vom 13. März 1883, pag. 269) ist infolge Hinschiedes des Inhabers erloschen. Witwe Regula Sophie Schneebeli geb. Honegger, und Ida Emma Schneebeli, beide von und in Bauma, haben unter der Firma H. E. Schneebeli's Erben in Bauma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 10. Juni 1904 ihren Anfang nahm und die Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «H. E. Schneebeli» übernimmt. Möbel- und Bettwaren-Fabrikation und -Handel. Im Dorf.

22. Juli. Die Firma Alfred Fromm, Mülhauser Warenhalle in Zürich I (S. H. A. B. Nr. 35 vom 31. Januar 1902, pag. 137) wird infolge Konkurses von Amtswegen gelöst.

23. Juli. Die Firma R. H. Gugolz-Fenner in Zürich I (S. H. A. B. Nr. 208 vom 10. August 1897, pag. 853) ist infolge Abtretung des Geschäftes erloschen.

Inhaber der Firma Henri Gugolz in Zürich I, welche die Aktiven und Passiven der erstern übernimmt, ist Henri Gugolz, von Zürich, in Zürich I. Mercerie, Passementarie, Doublures. Bahnhofstrasse 73.

23. Juli. Inhaberin der Firma M. Roth-Manz in Zürich I ist Martha Roth geb. Manz, von Lörrach (Baden), in Zürich I. Immobilien-Verkehr. Waisenhausquai 5. Die Firma erteilt Prokura an den Ehemann der Inhaberin Carl Roth-Manz.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne.

1904. 21. juillet. Les enfants de défunt Georges Wenger qui sont: Elisabeth et Jeanne, domiciliées à Orbe, Emilie, domiciliée à Madrid, Marie et Hélène, domiciliées à Orbe, Marthe, Marguerite et Violette, mineurs, représentés par Adolphe Creux, négociant, à Lausanne; les majeurs en vertu de procuration, les mineurs en sa qualité de tuteur, en vertu d'autorisation de la justice de paix, ont constitué sous la raison sociale Hoirs Georges Wenger, à Lausanne, une société en nom collectif qui a son siège à Lausanne et a commencé ce jour. Adolphe Creux a seul la signature sociale, soit comme fondé de procuration des enfants majeurs et soit comme tuteur des enfants mineurs. La maison «Hoirs Georges Wenger» reprend la suite des affaires ainsi que l'actif et le passif de la maison «G. Wenger», à Lausanne (F. o. s. du c. du 14 avril 1883, n^o 54, page 419); cette raison sociale est en conséquence radiée. Elle confère procuration à Jeanne Genoud, de Paris, domiciliée à Lausanne. Genre de commerce: Objets d'art, peinture, gravure, etc. Magasin: 8, Place St-François.

22. juillet. La maison Veuvre H. Hugli, à Lausanne (F. o. s. du c. du 7 septembre 1893, n^o 196, page 801), fait inscrire qu'elle a transféré son magasin de la Rue Neuve, 6, à la Rue de l'Halle, 6.

22. juillet. Berthe Bolens, de Provence et Louise Fuchs, de Remigen (Argovie), les deux domiciliées à Lausanne, ont constitué sous la raison sociale Bolens et Fuchs, à Lausanne, une société en nom collectif ayant son siège à Lausanne et qui a commencé le 1^{er} juillet 1904. Genre de commerce: Exploitation du Café-Chocolat du Grand St-Jean, et Pension, 30, Rue Grand St-Jean.

23. juillet. La raison François Sel Pache, à Epalinges, exploitation du café de la Croix Blanche (F. o. s. du c. du 4 mai 1897, n^o 125, page 514), est radiée ensuite de remise de commerce.

23. juillet. Le chef de la maison Alfred Chollet, à Epalinges, est Alfred Chollet de Maraçon, domicilié à Epalinges. Genre de commerce: Exploitation du café de la Croix Blanche, à Epalinges.

23. juillet. Le chef de la maison Moritz Malavasi, à Lausanne, est Moritz Malavasi, de Concordia (Modena, Italie), domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Comestibles, représentation et commission. Magasin: 4, rue St-Laurent.

Genève — Genève — Ginevra

1904. 21. juillet. La raison Ls. Lombard, entreprise de camionnages, à Genève (F. o. s. du c. du 14 septembre 1900, n^o 312, page 1251), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

21. juillet. La raison F. Humbert, horlogerie, bijouterie et joaillerie, à Genève (F. o. s. du c. du 16 juillet 1894, n^o 682, page 682), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

21. juillet. Suivant procès-verbal dressé par M^e C. A. Cherbuliez, notaire, à Genève, le 6 juillet 1904, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ayant pour titre Le Bonheur, société immobilière, ayant son siège aux Eaux-Vives (F. o. s. du c. du 17 avril 1902, n^o 151, page 601), a décidé de modifier le type de ses actions, et de diviser son capital, actuellement de fr. 47,500, en 190 actions de fr. 250 chacune, au lieu de 95 actions, de fr. 500 chacune. Deux actions nouvelles seront remises aux actionnaires pour chaque action ancienne.

21. juillet. Aux termes de procès-verbal dressé par M^e Ch. Page, notaire, à Genève, la société anonyme ayant pour titre Société immobilière Maison Mail, dont le siège est à Plainpalais (F. o. s. du c. du 7 décembre 1903, n^o 453, page 1809), réunie en assemblée générale le 23 juin 1904, a décidé l'augmentation de son capital social, qui, du chiffre de fr. 96,000, a été porté à cent trente cinq mille cinq cents francs (fr. 135,500), et sera divisé en 790 actions privilégiées, de fr. 50 chacune, et 384 actions ordinaires de fr. 250 chacune, toutes au porteur.

21. juillet. Aux termes de procès-verbal dressé par M^e Ch. Page, notaire, à Genève, la société anonyme ayant pour titre Société immobilière les Fougères, dont le siège est à Plainpalais (F. o. s. du c. du 7 décembre 1903, n^o 453, page 1809), réunie en assemblée générale le 23 juin 1904, a décidé l'augmentation de son capital social, qui, du chiffre de fr. 45,000, a été porté à cinquante un mille six cents francs (fr. 51,600), et sera divisé en 132 actions privilégiées de fr. 50 chacune, et 180 actions ordinaires, de fr. 250 chacune, toutes au porteur.

22. juillet. Dans son assemblée du 22 janvier 1904, la société dite Association des Commis de Genève, ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 6 novembre 1900, n^o 365, page 1464), a adopté de nouveaux statuts. Aux termes de ces nouveaux statuts, la société conserve sa dénomination ainsi que son siège à Genève. Elle a pour but de réunir, dans un esprit de solidarité et sans distinction de nationalité, les commis désirant établir entre eux une garantie mutuelle en cas de maladie, de chômage et de décès. Elle a également pour but de développer les connaissances professionnelles de ses membres et pourra s'occuper d'une manière générale des intérêts économiques et professionnels des sociétaires. La société se compose de membres actifs, membres externes, membres passifs et membres d'honneur. Pour être reçu membre actif tout candidat doit être domicilié ou employé dans le canton, être âgé de 18 à 45 ans, justifier de l'occupation, depuis six mois au moins, d'un emploi salarié dans la même maison, être présenté par deux sociétaires et fournir un certificat médical ainsi qu'une pièce officielle attestant la date de sa naissance. Le comité statue sur l'admission des candidats. La finance d'entrée est de fr. 5, plus un droit supplémentaire de fr. 1 par année au-dessus de 25 ans. Les membres actifs sont astreints au paiement d'une cotisation fixée comme suit: de 18 à 23 ans, fr. 1 par mois; de 23 à 33 ans, fr. 1.25 par mois; de 33 à 45 ans, fr. 1.50 par mois. Pour les sociétaires admis avant l'entrée en vigueur des nouveaux statuts, la cotisation mensuelle reste fixée à fr. 1. Cependant si les ressources de la société devenaient insuffisantes, les anciens sociétaires pourront être astreints à la cotisation échelonnée comme ci-dessus. Les apprentis commis, sans limite d'âge et les commis âgés de moins de 18 ans, peuvent être admis par le comité en qualité de membres externes. Ils paient une cotisation mensuelle de fr. 0.50 cts. Il existe aussi, sous le titre de «Section des Dames», une section indépendante, composée d'employées de commerce, banque ou administration. Cette section a pour but l'assurance, en cas de maladie, et éventuellement, en cas de décès. Elle est régie par un règlement spécial et subsiste au moyen de ses propres ressources. On sort de la société par exclusion prononcée dans les cas prévus aux statuts ou par démission. Les sociétaires exclus, ainsi que les démissionnaires n'ont droit à aucun remboursement. L'administration de la société est confiée à un comité de 21 membres, élus pour trois ans et renouvelable par tiers chaque année. La société est valablement engagée par la signature collective du président, du secrétaire et du trésorier ou de leurs remplaçants. Les convocations aux assemblées générales sont individuelles et devront être envoyées au moins dix jours à l'avance suivant le mode fixé par le comité. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité individuelle quant aux engagements de la société, qui sont uniquement garantis par les biens propres de celle-ci. En cas de dissolution de la société, son avoir sera partagé entre les ayants-droit, au prorata de leur réserve technique. Le bureau est composé de: Marius Leuba, président; Jacques Kyburz et Vincent Nallet, vice-présidents; Adolphe Dulaux, trésorier; Eugène Mottier, secrétaire; et Alphonse Ballansat, vice-secrétaire; tous à Genève.

RHENANIA, Versicherungs-Actien-Gesellschaft in Köln a. Rh.

Bilanz auf 31. Dezember 1903.

Aktiva		Passiva	
Mk.	Pr.	Mk.	Pr.
2,400,000	—	1) Aktienkapital	3,000,000 —
160,000	—	2) Reservefonds	300,000 —
2,408,500	—	3) Prämien-Reserven:	
		a. Deckungs - Kapital für laufende Renten	Mk. 367,950. —
		b. Sonstige rechnungsmäss. Reserve	» 6,400. —
1,248,527	43	4) Prämien-Ueberträge	374,350 —
		5) Reserve für schwebende Versicherungsfälle (Schaden-Reserve)	1,432,600 —
		6) Sonstige Reserven, und zwar:	
		a. Spezial - Reserve (Dividenden-Ergänzungsfonds)	Mk. 300,000. —
		b. Risiko-Reserve	» 100,000. —
372,501	15	7) Guthaben anderer Versicherungs-Gesellschaften	400,000 —
		8) Sonstige Passiva, und zwar:	
22,829	08	a. Guthaben von General-Agenten und Agenten	Mk. 31,608. 44
		b. Beamten-, Witwen- und Waisen-Unterstützungs-Fonds	» 100,000. —
		c. Dividenden-Konto (nicht erhobene Dividende)	» —. —
446,578	70	9) Gewinn- und Verlust-Rechnung	131,608 44
12,328	52		308,425 75
			7,071,264 88
7,071,264	88		

H. Stein, Geheimer Kommerzienrat,
Vorsitzender.

A. Sternberg,
vollziehender Direktor.

ZÜRICH, Allgemeine-Unfall- und Haftpflicht-Versicherungs-Aktiengesellschaft in Zürich.

Bilanz pro 31. Dezember 1903.

Aktiva		Passiva	
Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
2,500,000	—	Aktien-Kapital	5,000,000 —
18,090	91	Kapital-Reserve	2,287,500 —
712,082	20	Reserven für laufende Risiken, schwebende Schäden u. Renten	19,442,922 99
3,550,000	—	Guthaben der Rückversicherer und Diverse	1,439,032 96
21,797,100	—	Beamtenunterstützungsfonds	570,503 60
216,543	95	Gewinn- und Verlust-Konto	1,692,844 51
1,553,710	40		
85,276	60		
30,432,804	06		

Zürich, den 6. April 1904.

ZÜRICH
Allgemeine Unfall- und Haftpflicht-Versicherungs-Aktiengesellschaft,

Der Präsident:
H. E. Streuli.

Der Generaldirektor:
F. Meyer.

L'URBAINE, Compagnie française d'assurances contre l'incendie, à Paris.

Balance des écritures au 31 décembre 1903.

Actif		Passif	
fr.	ct.	fr.	ct.
3,750,000	—	Fonds social	5,000,000 —
4,564	77	Réserve en augmentation de capital	3,000,000 —
6,715	66	» pour risques en cours	3,025,700 —
		» pour éventualités	1,500,000 —
		» immobilière	300,000 —
		CAPITAUX ASSURÉS PRIMES A RECEVOIR	
5,052,098	01	Assurances de 1904	10,635,898,117 8,618,869. 33
		» 1905	9,814,548,515 7,984,974. —
		» 1906	8,887,463,063 7,259,226. 78
		» 1907	7,853,492,345 6,489,748. 53
		» 1908	6,807,720,939 5,643,071. 42
		» 1909	5,647,813,619 4,749,190. 56
		» 1910	4,361,410,388 3,605,699. 64
		» 1911	3,082,825,261 2,558,254. 96
		» 1912	1,715,920,248 1,451,391. 52
		» 1913	309,242,271 279,592. 62
		» 1914	136,234,112 140,315. 78
		» 1915	78,927,203 85,347. 03
		» 1916 et autres	258,686,587 313,328. 04
			59,590,182,668 49,179,010. 21
		PRIMES CÉDÉES POUR RÉASSURANCES CAPITALS RÉASSURÉS PRIMES CÉDÉES	
		de 1904 à 1916 et autres	8,511,893,760 14,353,733. 80
2,855,029	09	Compagnies réassurantes	303,248 42
		Créditeurs divers	747,788 61
1,400,000	—	Sinistres (ceux restant à régler par la compagnie)	1,135,015. 22
68,629	20	Sinistres (ceux à nous rembourser par les réassureurs ou par suite de recours)	597,467. 58
		Cautionnements	2,027,510 50
137,004	39	Caisse de prévoyance des employés { Solde au 31 déc. 1903	633,486. 91
		{ Allocation sur bénéfices de 1903	38,000. —
2,432,698	91	Dividende et impôt { Dividende	950,000. —
148,207	81	{ Impôt du dividende	39,583. 34
128,361	24	Participation de la direction	33,250 —
842,582	57	Profits et pertes (à reporter à nouveau)	187,685 07
67,865	92		
63,532,744	01		
597,467	58		
2,027,510	50		
83,051,479	66		

Phoenix Assurance Company Limited, Compagnie anglaise d'assurances contre l'incendie.

Bilan au 31 décembre 1903.

Actif.			Passif.	
fr.	ct.		fr.	ct.
60,498,000	—	Obligations des actionnaires.	67,220,000	—
1,370,164	90	Débit des banquiers et argent en caisse.	14,211,872	80
8,218,282	30	Immeubles.	736,981	25
202,673	95	Effets à recevoir.	16,219,753	25
5,050,241	80	Soldes des succursales et agences en Angleterre et à l'étranger.	26,331	25
306,145	85	Intérêts et dividendes dus.	4,628,925	—
3,744,056	25	En dépôt et en comptes-courants aux Etats-Unis.	67,335	95
30,783,318	40	Valeurs.	7,061,683	95
110,172,883	45		110,172,883	45

Neuchâtel, le 28 juin 1904.

PHOENIX, Incendie de Londres.

Le Directeur de la succursale suisse:

Alf. Bourquin.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Erschwerung der Prozessführung im Auslande durch die ausländische Gerichtskosten-Gesetzgebung.

Die Handelskammer zu Leipzig hat laut Beschluss vom 13. Juni d. J. unter dem 15. Juni das folgende Schreiben an den Deutschen Handelstag in Berlin gerichtet:

Schon bei verschiedenen Gelegenheiten ist von den am Geschäfte im Auslande beteiligten Firmen darüber Klage geführt worden, dass bei dem grössten Teile der ausserdeutschen Staaten das Prozessverfahren oft ein ausserordentlich schwieriges sei. Es ist eine bekannte Tatsache, dass deutsche Kaufleute nicht selten von der Verfolgung ihrer Ansprüche gegenüber ausländischen Firmen von vornherein Abstand nehmen, teils weil das Verfahren im allgemeinen zu langwierig und umständlich ist, teils weil die erforderlichen Kosten in keinem Verhältnis zu dem einzuklagenden Anspruch stehen. Diese Klagen sind besonders neuerdings bei der Erörterung des Abschlusses neuer Handelsverträge wieder lebhaft zutage getreten; in erster Linie sind es die ausländischen Bestimmungen über die Erstattung und Verteilung der Prozesskosten, die mit unserem Rechtsempfinden in erheblichem Widerspruch stehen und dem deutschen Kaufmann, der gezwungen ist, im Auslande Prozess zu führen, Verpflichtungen auferlegen, die der Ausländer in Deutschland bei einer eventuellen Prozessführung nicht in gleicher Weise zu tragen hat.

Während die deutsche Zivilprozess-Ordnung in ihrem § 91 ff. den durchaus gerochten Grundsatz verfolgt, dass der obsiegende Kläger nicht nur frei von Gerichtskosten bleibt, sondern auch die Erstattung der aufgewendeten Auslagen usw. verlangen kann, enthalten die ausländischen Prozessordnungen vielfach Bestimmungen, die dem Kläger trotz seines Obsiegens eine beträchtliche Kostenpflicht auferlegen und damit sein im Prozesswege zur Geltendmachung gebrachtes Recht ganz oder teilweise illusorisch machen.

So fallen in Ungarn die im Prozessverfahren erwachsenen ziemlich hohen aussergerichtlichen Kosten dem Auftraggeber auf alle Fälle zur Last.

In der Schweiz hat der Gegner auch im Falle des vollständigen Obsiegens des Klägers nur eine sog. Prozessentschädigung zu leisten, die in ihrer Höhe meist weit unter dem dem Kläger wirklich erwachsenden Kostenbetrag liegt. Aber auch diese geringe Entschädigung fällt vollkommen weg, wenn nicht in vollem Umfange nach der vom Kläger geltend gemachten Klageforderung erkannt wird.

Nach österreichischem Recht werden die unumgänglich notwendigen Korrespondenzkosten dem unterliegenden Beklagten gleichfalls nicht in Rechnung gestellt, so dass sie der klagende Teil in ihrer nicht unbedeutenden Höhe stets selbst zu tragen hat.

Die russischen Gesetze schreiben zwar vor, dass der unterliegende Gegner je nach Höhe des Streitobjektes und nach den durchlaufenden Instanzen auch die mindestens ungefähr 10% der Klagsumme betragenden Rechtsanwaltsgebühren zu erstatten hat, indessen ist doch die Rechtsanwalts-Taxe bedeutend geringer, als das Honorar des Rechtsanwaltes in Wirklichkeit ausmacht. Uebrigens werden in Russland, soweit die Gerichtskosten in Frage kommen, dieselben im Handelsgerichtsverfahren (mit Ausnahme der Wechselordnungen) überhaupt nicht ersetzt, vielmehr hat die Partei Anspruch auf Ersatz ihrer Kosten nur im Zivilgerichtsverfahren.

In den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika findet eine Erstattung der für die Ausländer unbedingt notwendigen Anwaltskosten überhaupt nicht statt, wozu noch tritt, dass dieselben, entsprechend den dort herrschenden teuren Lebensverhältnissen, meist verhältnismässig viel höher als in Deutschland sind.

Ähnliche Verhältnisse liegen bezüglich der Kostenfrage in Frankreich, England und in Belgien vor.

Es steht hiernach jedenfalls fest, dass dem Ausländer in Deutschland im allgemeinen die Geltendmachung seiner Forderungen bedeutend leichter wird, als umgekehrt dem Deutschen die Verfolgung seiner Rechte im Auslande. Man darf wohl sagen, dass dieses Verhältnis den Deutschen von vornherein im internationalen Wettbewerb in eine nachteilige Stellung bringt.

Es erscheint daher dringend geboten, diesen Verhältnissen nach Möglichkeit zu begegnen, was sich jedenfalls durch entsprechende Gogenmassregeln wohl am besten erreichen lassen dürfte.

Wir richten daher an den Vorstand des Deutschen Handelstages das Ersuchen, beim Reichsjustizamt den Antrag stellen zu wollen, dass in Rechtsstreitigkeiten vor deutschen Gerichten an den obsiegenden Gegner eine Kostenerstattung nur dann stattfindet, wenn der Staat, dem der betr. Ausländer angehört, eine Kostenerstattungspflicht in gleichem Umfange wie die deutsche Zivilprozessordnung anerkennt.

Gleichzeitig bitten wir, die übrigen deutschen Handelskammern zur Aeusserung über die angeregte Frage aufzufordern.

Eine gleiche Eingabe ist an das Kgl. Ministerium des Innern zu Dresden gerichtet worden, mit der Bitte, dass das Ministerium im Bundesrat einen gleichen Antrag wie den vorstehenden stellen möge.

Die Handelskammern Altona, Berlin, Bonn, Bremen, Bromberg, Chemnitz, Dessau, Erfurt, Geestemünde, Görlitz, Halberstadt, Kiel, Magdeburg, Mannheim, M. Gladbach, Posen, Rostock, Stolp, Villingen, Wiesbaden, Zittau schlossen sich, «Handel und Gewerbe» zufolge, dem Leipziger Antrage an. Berlin führt dazu aus: «Wenn im allgemeinen der Grundsatz der Reziprozität die gegenseitige Behandlung von Ausländern in bezug auf die Rechtsverfolgung in den modernen Kulturstaaten beherrscht und auch be-

züglich des Kostenpunktes in der deutschen Zivil-Prozess-Ordnung insofern Ausdruck gefunden hat, als nur bei verbürgter Gegenseitigkeit Ausländer Anspruch auf das Armenrecht haben, so ist doch nicht zu verkennen, dass die Verschiedenheit der Gesetzgebungen über die Verpflichtung zur Kostenerstattung an den obsiegenden Teil nicht selten zu einer Benachteiligung von Deutschen, welche die Hilfe ausländischer Gerichte anzurufen genötigt sind, führen muss. Es erscheint uns daher billig, wenn auch die deutsche Gesetzgebung nur im Falle verbürgter Gegenseitigkeit dem Ausländer für den Fall des Obsiegens einen Anspruch auf Kostenerstattung gegenüber dem unterliegenden Inländer gewährt.» — Bonn bemerkt, auch im dortigen Bezirk seien Klagen laut geworden über die unverhältnismässige Höhe der Prozesskosten in fremden Staaten, die trotz des obsiegenden Urteils nicht wieder erstattet würden. Vielfach werde direkt von den betreffenden Advokaten davon abgeraten, einen Prozess zu führen, weil die entstehenden Kosten nicht im Verhältnis zur Klagesumme ständen. Schlimme Erfahrungen in dieser Hinsicht seien namentlich gemacht worden in der Schweiz, Belgien und Frankreich. — Bromberg sagt: «Praktische Bedeutung hätte die Annahme des Antrages für den uns am meisten interessierenden Handelsverkehr mit Russland aus nicht weiter zu erörternden Gründen kaum. Infolge der dortigen Verhältnisse vermeiden die Interessenten, insbesondere die deutschen Holzhändler, Prozesse in Russland zu führen, suchen vielmehr zu erwirken, die Waren der russischen Kaufleute auf deutschem Boden mit Arrest zu belegen, so dass die Klage hier stattfindet. Hieran würde sich auch nichts ändern, selbst wenn Russland ein Zugeständnis in der von der Handelskammer zu Leipzig gewünschten Weise machte.» — Halberstadt schreibt: «Es ergehen an uns von hiesigen Firmen bisweilen Ersuchen um Ratschläge, wie sie sich in derartigen Streitfällen gegenüber den ausländischen Firmen verhalten sollen, und es ist äusserst bedauerlich, dass die Handelsvertretungen meist keinen anderen Rat erteilen können, als den Streit auf sich beruhen zu lassen, um zu dem sonstigen pekuniären Schaden nicht noch den Verlust der Prozesskosten hinzuzufügen. Wenn auch die deutsche Rechtsprechung wegen ihrer gleichmässig zuverlässigen Behandlung der In- und Ausländer weit über die Grenzen des Reiches hinaus sich eines guten Rufes erfreut und es nicht unbedenklich erscheint, das ausländische Verfahren, welches im Inlande oft Anstoss erregt hat, nachzuziehen, so scheint doch kein anderer Weg gangbar, um eine gleichartig angemessene Behandlung deutscher Firmen im Auslande zu erzielen.»

Hanau, Offenbach und Stettin erklären sich gegen den Leipziger Antrag. — Hanau bemerkt dazu: «Es sind Klagen, wie von der Handelskammer Leipzig in ihrem Schreiben erwähnt, auch in unserem Bezirke laut geworden, wir haben aber Bedenken, ob die vorgeschlagene Gogenmassregel von den ausserdeutschen Staaten zum Anlass einer Aenderung ihrer Prozessgesetzgebung genommen werden wird. Der einzige Weg, der eventuell zum Ziele führen könnte, wäre der des internationalen Vertrages, doch scheint uns die Angelegenheit hierfür nicht wichtig genug zu sein. Die Frage, wie dem Missstande abzuhelfen sei, dürfte unseres Erachtens rubig dem Ermessen der Reichsregierung überlassen bleiben, und wir glauben daher, dass es genügt, wenn die Klagen der Reichsregierung zur Kenntnis gebracht werden und dieselbe gebeten wird, Massnahmen zur Abhilfe derselben in das Auge zu fassen. — Offenbach weist zur Begründung darauf hin, dass in Deutschland die obsiegende Prozesspartei auf die Erstattung der Prozesskosten von Rechts wegen Anspruch habe; ein Unterschied zwischen Ausländern und Deutschen dürfe nicht gemacht werden. Auch könne unter keinen Umständen mehr verlangt werden, als dass im Auslande die Deutschen mit den Angehörigen des betreffenden Landes auf gleichem Fusse behandelt würden. — Stettin schreibt: «Obgleich wir es mit der Handelskammer zu Leipzig bedauern, dass ausländische Prozessordnungen vielfach Bestimmungen enthalten, die dem Kläger trotz seines Obsiegens eine beträchtliche Kostenpflicht auferlegen und somit sein im Prozesswege zur Geltendmachung gebrachtes Recht ganz oder teilweise illusorisch machen, so müssen wir es uns dennoch versagen, dem zu § 91 ff. Z. P. O. gestellten Ergänzungsantrag zuzustimmen, da wir die innere Berechtigung desselben nicht einzusehen vermögen. Wir sind der Ansicht, dass die aufgezählten ausserdeutschen Gesetzesbestimmungen keinerlei Ungerechtigkeiten in sich bergen, indem sie kein Ausnahmerecht für Ausländer statuieren, sondern diese vielmehr mit dem Inländer des gleichen Rechtes teilhaftig sind. Durch Retorsionsmassregeln auf die ausländische Gesetzgebung in irgend einer Weise einen Druck ausüben zu wollen, scheint uns im vorliegenden Falle verfehlt, ja im Interesse des Handels selbst als zu weit gegangen. Ueherdies dürfte dieser Anlass einen Präzedenzfall schaffen und es bald dahin kommen, dass von allen Seiten Forderungen verwandter Art angestellt werden, die im Grunde genommen auf eine Oktroyierung unseres Rechts an anderen Staaten gegenüber hinauslaufen. Sind an und für sich Retorsionsbestimmungen ein zweischneidiges Schwert in der Hand des Gesetzgebers, so dürften sie, in weitem Umfange in unsere Gesetze aufgenommen, nur dazu beitragen, den Wert und Ruf unseres guten Rechtes im Auslande herabzusetzen, wodurch der Handelsstand am schwersten in Mitleidenschaft gezogen würde.»

Trier schreibt: «Der von der Handelskammer zu Leipzig beklagte Uebelstand wird von den Gewerbetreibenden unseres Bezirkes namentlich dem benachbarten Grossherzogtum Luxemburg gegenüber empfunden, da in diesem Lande eine Bestimmung besteht, die dem Kläger trotz seines Obsiegens in einem Rechtsstreite eine beträchtliche Kostenpflicht auferlegt, so dass,

wie die Schweserkammer Leipzig zutreffend ausführt, ein im Prozesswege zur Geltung gebrachtes Recht ganz oder teilweise illusorisch gemacht wird. Gleichwohl haben wir Bedenken, dem Vorschlage bedingungslos zuzustimmen. . . Jeder Staat regelt sein Prozessverfahren nach seinen eigenen Verhältnissen und Bedürfnissen. Von etwaigen Mängeln wird der eigene Staatsangehörige in gleicher Weise betroffen, wie der Ausländer. Es ist dies nicht nur im Prozessverfahren, sondern auch in manchen, für Handel und Gewerbe wichtigeren verwaltungsrechtlichen Organisationen und Einrichtungen der Fall. Ein begründetes Recht zu Beschwerden und Gegenmassregeln wäre unseres Erachtens nur dann gegeben, wenn der Ausländer ungünstiger behandelt würde, als der eigene Staatsbürger. Liegt eine solche unterschiedliche Behandlung der Deutschen im Auslande vor, dann halten wir die von Leipzig empfohlene Gegenmassregel für gerecht und begründet. Trifft diese Voraussetzung nicht zu, dann würde es mit unserem Rechts-

empfinden unvereinbar sein, in Deutschland den Ausländer anders zu behandeln, als den eigenen Staatsangehörigen.»

Verschiedenes — Divers.

Drogen. Wie die Herren Brückner, Lampe & Co., in Berlin, berichten, hat die Ernte in medizinischen Vegetabilien bis jetzt sehr gute Ergebnisse geliefert; die gesammelten Blüten und Blätter sind von guter Beschaffenheit und, da sehr reichlich geerntet wurde, billig. Einen ausserordentlich grossen Ertrag haben die Mohnpflanzungen in Kleinasien und Persien ergeben, so dass man allein von ersterem Gebiete her auf eine Ernte von zirka 12,000 Kisten Oplum rechnet, gegen 5000 Kisten im Jahresdurchschnitt. Weniger ausgiebig ist die Rosenerte im Balkan ausgefallen, die etwa 20% weniger Rosenöl ergeben wird wie im Vorjahre.

Annoncen-Pacht:
Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.

Privat-Anzeigen. — Annonces non officielles.

Régie des annonces:
Rodolphe Mosse, Zürich, Bern, etc.

Basler Lagerhausgesellschaft, Basel.

(1633)

Elektrizitätswerk Olten-Aarburg A.-G.

Fr. 500,000 neue Aktien.

Die Herren Aktionäre des Elektrizitätswerks Olten-Aarburg A.-G. werden hiemit benachrichtigt, dass sie das ihnen zustehende **Vorzugsrecht auf Zeichnung von neuen Aktien** in der Zeit

vom 18. Juli bis und mit 30. Juli 1904

ausüben können.

Für die Ausübung dieses Vorzugsrechts gelten folgende Bestimmungen:

1) Den alten Aktionären werden Fr. 300,000 al pari + Zins zu 4 1/2 % seit 1. April 1904 bis zum Tage der Liberierung zur Verfügung gestellt in der Weise, dass fünf alte Aktien zum Bezuge einer neuen Aktie zum angegebenen Preise berechtigen.

2) Jeder Aktionär, der dieses Vorzugsrecht ausüben will, hat unter Einreichung eines Zeichnungsscheines, auf welchem die Nummern der alten Aktien angegeben sind, seine alten Aktien bei einem der angegebenen Institute vorzulegen, die alsdann mit dem Stempel „Bezugsrecht ausgeübt“ versehen werden.

3) Die Liberierung kann mit der Zeichnung geschehen und hat spätestens bis 31. August 1904 bei der Zeichnungsstelle zu erfolgen.

4. Zeichnungsstellen sind: (1669;)

in Solothurn:	Solothurner Kantonalbank,
in Zürich:	Aktiengesellschaft Leu & Co.,
in Winterthur:	Bank in Winterthur,
in Baden:	Bank in Baden,
in Frankfurt a. M.:	Georg Hauck und Sohn,
in Leipzig:	Allgemeine Deutsche Kreditanstalt.

Bei diesen Zeichnungsstellen können Zeichnungsscheine bezogen werden.

Zürich, 18. Juli 1904.

Für das Uebernahmssyndikat:
Aktiengesellschaft Len & Co.

Elektr. Strassenbahn Aarau-Schöftland.

Für das Betriebsjahr 1903 wird von heute an die Dividende mit 2% Fr. 10 gegen Abgabe des Coupons Nr. 2 eingelöst: (1708;)

In **Aarau**, bei der Aargauischen Creditanstalt.
In **Schöftland**, bei der Spar- und Creditcasse.

Schöftland, 22. Juli 1904.

Die Direktion.

Par jugement en date du 5 juillet 1904, M. François Henri Zumbach, agent de change, demeurant Boulevard du Théâtre n° 4, à Genève, a été nommé conseil judiciaire de M. Camille Barbey, demeurant 50, Quai des Eaux-Vives, commune des Eaux-Vives, canton de Genève, en remplacement de M. Gustavo Ador, qui avait été appelé à ces fonctions par jugement du 25 février 1902. (1599;)

Rasche und regelmässige Sammelwagen von Antwerpen (von Amerika etc.), Havre, London, Manchester, Bradford, Roubaix, Gent, Bruxelles, Rotterdam, Amsterdam, Hamburg, Bremen, Berlin, Frankfurt, Mannheim, Hagen, Köln, etc. — Besorgung sämtlicher im Veredlungsverkehr vorkommenden Operationen — Rheinschiffahrt. — Amtliche Güterbestätterei der Grossherz. Bad. Staatseisenbahnen. — Zollabfertigung und Camionnage am Schweiz. Bundesbahnhof. — Uebernahme von Speditionen aller Art von und nach allen Richtungen.

Société Immobilière de Caux.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires

de la Société immobilière de Caux est convoquée pour le samedi, 6 août 1904, à 11 1/2 heures du matin, à Caux.

Ordre du jour:

- 1° Lecture du rapport du conseil d'administration.
- 2° Lecture du rapport des contrôleurs.
- 3° Discussion et votation sur les conclusions de ces rapports. Fixation du dividende. (1704;)
- 4° Nomination des contrôleurs.
- 5° Propositions individuelles.

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport des contrôleurs seront à la disposition de MM. les actionnaires au Grand Hôtel de Caux dès le 25 juillet 1904.

Les cartes d'admission à l'assemblée générale seront délivrées sur présentation des titres du 25 juillet au 4 août 1904 chez:

MM. A. Cuénod & C^{ie}, à Vevey.

A la Banque de Montreux, à Montreux.

A la Banque d'Escompte et de Dépôts, à Lausanne.

Caux, le 15 juillet 1904.

Le conseil d'administration.

Gelegenheitskauf.

Zu verkaufen oder eventuell zu vermieten gesucht per 1. August oder per 1. Oktober in bester Lage der Stadt Zürich, Kreis I (in nächster Nähe des Hauptbahnhofes), ein geräumiges, sehr stark gebautes

Geschäftshaus

mit grossen, hellen Lagerräumen, schönen Bureaulokalitäten, grösseren, luftigen Kellereien, Stallungen für 6 Pferde, Remise, hydraul. Aufzug, [1706]

liquidationshalber äusserst billig. [1706]

Näheres zu erfahren bei

Hrn. A. Häberli, Badenerstr. 42, Zürich III.

Vervielfältigung

stehen unerreicht da:

Der verbesserte

Schapirograph

Patent ⊕ Nr. 6449

Nr. 2 Druckfläche 22x35 cm Fr. 27

Nr. 3 » 35x50 » » 50

(für Folio u. Doppelfolio)

bereits in über 4000 Exemplaren in allen Kulturstaaten verbreitet, der beste Beweis für seine Vorzüglichkeit.

GRAPHOTYP

Patent ⊕ Nr. 22930 D. R. G. M.

(nur für Quartformat)

Druckfläche 22x28 cm. Fr. 15.

Für Hôtels, Vereine, Private, etc.

Bei beiden Apparaten ist

keine Farbe nötig.

Das Original wird mit der sehr leicht flüssigen Tinte geschrieben.

Bitte verlangen Sie ausführl. Prospekte

von

RUDOLF FÜRER, Zürich.

Papierhandlung. (10;)

Wiederverkäufer in allen Kantonen.

Agenten und Reisenden,

welche Kolonialwaren-Droguerien und Haushaltungsartikel-Detailgeschäfte regelmässig besuchen, könnte einlohnender Verbrauchsartikel zum Vertrieb übergeben werden.

Offerten mit Referenzen gefl. an Postfach 10409 Zürich. (1696;)

Für Banken.

Zur regelmässigen Finanzierung rein kaufmännischer Transaktionen, die im Ausland von den bedeutendsten Banken seit Jahren betrieben werden, in der Schweiz jedoch neu sind, wird ein Bankinstitut gesucht. Gefl. Offert. unter „Finanzierung“ postlagernd Zürich. [1695]



Ich kaufe

Altmetalle, Altmetall und sämtliche Werkstätten-Abfälle zu höchsten Preisen. — Telefon 5107.

Saly Harburger, Zürich, (2181.)
alter Rohmat.-Bahnhof.

Rudolf Mosse, Zürich-Bern.

Alleinige Inseraten-Annahme für das „Schweiz. Handelsamtsblatt“.